DIAL 2939 - Dossier : L'Argentine, pays d'immigration

ARGENTINE - « Prendre la vie à bras le corps », Témoignages d'immigrants du quartier Coopérative Arpeboch

Rosana Guerra

vendredi 1er juin 2007, mis en ligne par Dial

Depuis longtemps, l'Argentine accueille des immigrants en provenance des pays frontaliers. Les raisons de ces migrations ont varié au cours du temps, mais l'idée – vraie ou non – que le niveau de vie en Argentine est plus élevé que dans les pays voisins est un important facteur de migration. De nombreux Péruviens, Boliviens et Paraguayens partent pour l'Argentine dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie. Dans ce dossier, Dial *propose deux articles sur le thème de l'immigration en Argentine pour essayer de mieux comprendre le sens et l'ampleur de ce phénomène. Le premier article est un entretien avec Alejandro Grimson, docteur en anthropologie et directeur de l'Institut des Hautes Études en Sciences Sociales de l'Université nationale de San Martín en Argentine. Ses recherches portent sur les flux migratoires des pays limitrophes vers ce pays. Le second recueille les témoignages d'un groupe d'immigrants qui habitent dans un quartier du Sud de la ville de Córdoba. Ces deux textes ont été publiés dans le numéro 54 de la revue* Desafios Urbanos.

Dans le quartier Coopérative Arpeboch, situé à côté de Villa Libertador, au sud de la ville de Córdoba, vivent actuellement près de 1600 personnes. De la totalité des résidents, quarante pour cent sont boliviens, trois pour cent péruviens, un pour cent chiliens et le reste argentins. « Selon un décompte, nous étions 240 familles en 2004, mais actuellement nous devons être 260 environ. L'une des principales activités de la Coopérative Arpeboch est liée au thème du logement. Il y a quatorze ans les gens ont pris possession des lots, maintenant nous mesurons et établissons les divisions et sub-divisions entre les lots, pour que chaque membre puisse recevoir son titre de propriété. Nous travaillons sur le problème de l'infrastructure. Il y a trois ans, nous avons obtenu d'avoir l'eau potable et après douze ans de lutte, nous avons pu avoir l'électricité. » C'est ce que raconte fièrement Sócrates Condori, bolivien et secrétaire de la Coopérative. Certaines demandes sont toujours en attente, entre autres choses, les habitants du quartier réclament l'éclairage public, que l'on goudronne les rues, une présence policière plus importante et l'installation d'un poste de surveillance dans la zone de l'école Vicente Forestieri.

Sócrates Condori (46 ans) a trois enfants et vit depuis douze ans avec sa famille en Argentine. « Nous sommes venus ici pour trouver des meilleures conditions de vie parce qu'en Bolivie il y a des secteurs où la pauvreté est grande et les gouvernements ne s'occupent pas des pauvres. Nous avons émigré pour avoir des meilleures conditions de vie et assurer l'avenir de nos enfants. Je viens de *Sud Yungas*, une province du département de La Paz et je suis venu avec ma famille parce que nous avons traversé une situation très difficile en Bolivie. Mon premier enfant est mort faute d'attention médicale. Dans les hôpitaux publics de Bolivie, il faut payer pour que l'on s'occupe de vous, mais les soins sont insuffisants », indique-t-il. Lidia González (53 ans) son épouse, raconte : « j'étais enceinte et j'avais passé tous les examens de contrôle, mais lorsque le moment de la naissance du bébé est arrivé, il y avait beaucoup de

femmes en train d'accoucher à l'hôpital, les médecins n'étaient pas en nombre suffisant et ils n'ont pas pu s'occuper de moi à temps. Mon bébé s'est étouffé dans les eaux et le sang et il est mort ». Elle s'en souvient avec tristesse. « Après cette expérience, nous avons décidé que notre deuxième enfant naîtrait en Argentine. Mais nous avons toujours eu dans l'idée de revenir dans notre pays », avoue-t-elle. Susana Alvarez (42 ans) expose elle aussi les raisons pour lesquelles elle est venue s'installer ici avec sa famille. « En Bolivie nous vivions dans un centre minier que l'on appelle *Siglo XX* (Le XXe siècle), mais les choses ont commencé à mal tourner. Nous sommes venus parce qu'on disait qu'ici il y avait du travail et que l'on gagnait bien sa vie. Parce qu'il y a des pays où les gens partent travailler et gagnent juste assez d'argent pour se remplir le ventre et d'autres encore où les gens ne gagnent même pas assez d'argent pour manger », affirme-t-elle. « Mon mari est venu le premier, il est resté un an pour réunir un peu d'argent, ensuite mes deux enfants et moi nous sommes venus. Nous avions dans l'idée de travailler quelques années ici et puis de rentrer. Mais quand nous sommes arrivés, les choses n'étaient pas comme elles nous avaient semblé, c'était la crise, les CECOR [1], mon mari travaillait certains jours, mais pas tous. Et puis les enfants ont commencé à aller à l'école et c'est devenu plus difficile de repartir », reconnaît-elle.

Elizabeth Tolai (37 ans), elle aussi bolivienne est en Argentine depuis 1993. « Avant je vivais à Tarija, mais nous avons dû fermer notre commerce et ma mère, une de mes sœurs et moi, avons décidé de partir pour voir ce qui se passait ici. Cela a été très dur au début, je ne trouvais pas de travail comme employée de maison, mais ensuite, comme ma maman est bonne cuisinière, on a commencé à préparer des plats traditionnels de Bolivie pour les vendre. Plus tard, j'ai connu l'homme qui est actuellement mon mari et nous avons décidé de prendre la vie comme elle vient et de lutter », raconte-t-elle. Elena Silva est péruvienne et cela fait dix ans qu'elle est en Argentine. « Mon idée au départ c'était de partir en Espagne mais l'occasion ne s'est pas présentée, c'est pourquoi ma sœur et moi sommes venues en Argentine, avec un grand désir de travailler. Des amies m'avaient dit qu'ici on était très bien payé, mais quand j'ai commencé à travailler comme employée de maison, je me suis rendu compte que ce n'était pas tout à fait vrai. Je crois qu'il y a davantage de travail que lorsque je suis arrivée, mais les salaires des immigrants sont en dessous de la norme », remarque-t-elle.

L'utopie du retour

Revenir au pays est le rêve de beaucoup d'immigrants, que ce soit pour s'y réimplanter ou rendre visite à la famille. Mais de leur côté les enfants des immigrants créent des racines dans le pays d'accueil et avec le temps, le retour ressemble de plus en plus à une utopie. « Lorsque nous sommes arrivés, c'était au moment du remplacement du gouvernement Menem et nous n'avions pas d'argent pour voyager. Après, les enfants sont arrivés et il a fallu choisir un endroit pour s'installer. Mais nous avions toujours en tête de rentrer au pays et je crois que c'est le cas pour tous les immigrants. Mais les enfants commencent à aller à l'école, se font des amis, s'enracinent. Nous avons construit notre maison et nous sommes restés », dit Sócrates.

Dans n'importe quel pays, être étranger est en soi difficile et le problème de la discrimination est toujours présent. Susana raconte à ce sujet : « les Argentins nous discriminent et nous reprochent de venir leur enlever leur travail. » Et Sócrates ajoute : « avec l'arrivée de la crise économique, on a été bien enquiquiné en Argentine, le gouvernement lui-même s'est montré discriminatoire en affirmant que ceux qui enlevaient le travail aux Argentins, c'étaient les Boliviens et les Paraguayens. Bien sûr si le peuple argentin entend ça, c'est évident qu'il va y avoir de la discrimination. Au début on a eu plusieurs accrochages violents avec les Argentins. Comme on avait besoin d'un logement, on s'est toujours montré très responsables et on payait les versements pour acheter notre maison, mais il y avait des Argentins qui nous sonnaient les cloches parce que, eux, ils ne voulaient pas payer », nous informe-t-il. Elizabeth cependant note quelques différences entre la Bolivie et l'Argentine. « Ici, il n'y a pas un sens aussi marqué des classes sociales parce que là-bas, si tu travailles comme employé de maison ou si tu es maçon, tu es en bas de l'échelle et tu n'es pas respecté. Pour ça, je suis contente d'être partie de mon pays parce qu'il y a une grande différence sur ce point. Et puis, il faut le dire aussi, je crois que *Radio Sud de Villa Libertador* est un pont important entre les immigrants et les autres. Dans la zone sud, les gens ont pris conscience de l'immigration, mais pas dans le centre-ville parce que sur d'autres radios on nous insulte, on nous offense et ça nous fait mal qu'ils disent « va-t-en jouer sur tes hauts plateaux » ou bien « quelles billes ces types ».

Je crois que les autres médias devraient s'inspirer de Radio Sud qui ne fait pas de discrimination à notre égard. Il me semble que nous devons ouvrir nos cœurs et voir comment toucher les gens. Parce que c'est vrai que parfois les Argentins sont choquants et empoisonnants, mais il y a des gens qui commencent à nous connaître, commencent à se lier d'amitié avec nous, ils aiment la cuisine bolivienne et ils apprennent même quelques mots boliviens un peu salés… », raconte Elizabeth.

Socrates explique par ailleurs que la plupart des immigrants boliviens viennent des zones rurales de Bolivie. « En Argentine, la majorité des Boliviens travaillent dans la construction, les récoltes ou les briqueteries. Au début, quand j'ai commencé à travailler, mes compagnons me traitaient de bille, je me sentais humilié et j'avais parfois envie de rentrer au pays. Mais ensuite on s'habitue au mode de vie, on se met à la hauteur et on avance. En ce sens, je pense que c'est très important que les Boliviens qui sont déjà dans le pays depuis un certain temps et ceux qui viennent d'arriver soient en contact à travers le Centre des Résidents Boliviens. Parce que parfois, il y a aussi des Boliviens qui exploitent les compatriotes, ils les font travailler pendant un grand nombre d'heures, ils ne les payent pas et nos compatriotes ne savent pas où faire des réclamations », précise-t-il.

Une légère, très légère amélioration

Elizabeth nous fait part de ses réflexions : « comme beaucoup d'Argentins ont émigré, maintenant le pays manque de main-d'œuvre. Avant nous étions mal payés, mais maintenant comme on a besoin de nous, nous avons davantage de travail et nous sommes un peu mieux payés. Avant j'allais chercher du travail et on ne m'engageait pas, peut-être à cause de mon obésité ou parce que j'ai la peau noire ou que je suis bolivienne. Pour ça, tu gaspilles du temps, de l'argent, tu utilises le téléphone et ça n'est pas juste. Parce que l'important, c'est que j'ai été toute ma vie maîtresse de maison et je sais tout faire dans une maison. Nous sommes des êtres humains, pas des animaux et j'ai un cœur comme tout le monde ». Pour Susana en revanche, la main d'œuvre bolivienne est très recherchée par les architectes eux-mêmes. « Ils viennent dans le quartier nous chercher parce qu'ils savent que nous sommes travailleurs ». À son tour, Nancy Flores (31 ans), une Argentine qui habite le quartier, donne son avis : « les architectes viennent les chercher pour travailler parce qu'ils leur coûtent moins cher que les Argentins. Un ouvrier argentin prend sept pesos de l'heure quand un étranger en prend quatre ». Lidia ajoute cependant : « Il faut se mettre à notre place. Que ferait un Argentin en tant qu'immigrant dans un autre pays, dans la même situation que nous ? ». D'accord avec sa voisine, Susana fait remarquer : « ce qui se passe, c'est que beaucoup de Boliviens ont un loyer à payer et des enfants à nourrir. Ils ont besoin de travailler même pour peu d'argent. Alors il vaut mieux aller travailler, on n'a pas le choix. Plutôt que d'être dans le besoin, de crever de faim, je préfère aller travailler au lieu d'attendre qu'on me donne l'aumône. »

Cristina Gómez (69 ans), une autre habitante argentine du quartier, fait remarquer : « ça fait douze ans que je connais mes voisins boliviens et je me suis toujours bien entendue avec eux. Mais j'ai bien vu que d'autres Argentins les discriminent et disent qu'ils viennent leur enlever leur travail. Mais dernièrement, les choses ont un peu changé, maintenant les Argentins et les Boliviens se regroupent et se côtoient davantage. Je crois que nous les Argentins, nous devons aider les Boliviens parce que ce sont comme nous, des êtres humains ».

Susana travaille maintenant comme employée de maison, mais avant elle partait avec son mari sur les chemins et marchait plusieurs kilomètres pour aller travailler au ramassage des pommes de terre. « Quand je suis arrivée en 1995, je travaillais comme employée dans une maison familiale, de 8 heures du matin à 5 heures de l'après-midi et je gagnais 280 pesos. Maintenant en revanche, je suis dans une autre maison, du lundi au vendredi, de 2 heures et demi à 7 heures du soir, j'ai un jour de libre, et je gagne 450 pesos. Je travaille aussi dans une autre maison, trois fois par semaine quatre heures et je gagne 250 pesos ». Sócrates ajoute : « avant, en 1995, on payait l'heure de travail sur les chantiers deux pesos. Mais maintenant la situation s'est améliorée, je travaille dans une entreprise de construction et en travaillant neuf heures par jour, on me paye 500 pesos environ ». Elizabeth considère que la situation est en train de changer. « Maintenant le Bolivien fait valoir son travail, ce n'est pas comme avant. Et puis le gouvernement a changé les règles du jeu, il sait qu'il n'y a pas assez de main-d'œuvre et il facilite toutes les démarches pour obtenir les papiers. Avant ils te prenaient 800 pesos, une folie, parce qu'il fallait payer

le loyer, vivre, et il ne te restait pas d'argent pour ça ». Susana ajoute : « ça a été compliqué pour les papiers quand nous sommes arrivés. Tu mets des années pour les obtenir. Nous payons tout à la Banque mais les formalités pour le renouvellement des papiers viennent de Buenos Aires et n'arrivent pas jusqu'ici. Et maintenant, c'est compliqué pour obtenir le renouvellement parce qu'on te réclame un contrat de travail mais le patron ne veut pas te le donner ».
.
Elizabeth affirme : « sur ce sujet aussi, on voit qu'il y a de la discrimination parce que les papiers devraient te parvenir plus rapidement. Je crois que les choses vont changer avec le Mercosur parce qu'il y aura davantage de transactions commerciales et plus d'intégration entre ces pays. Plutôt qu'argentins ou boliviens, nous nous appelerons mercosudiens ». Lizeth Alvarez (20) est la fille de Susana et elle fait des études de Droit à l'Université Nationale de Córdoba. « Je crois que les travaux que font nos frères boliviens dans la construction et dans les champs sont très dévalorisés. Si tu acceptes de travailler au noir, tu acceptes que l'on viole tes droits. Un autre problème est que les entrepreneurs de la construction n'investissent pas dans des mesures de sécurité pour protéger les ouvriers, c'est pour ça que dans ce milieu on voit fréquemment des ouvriers accidentés. Nous l'avons vécu avec mon père qui a subi un accident du travail. J'ai choisi de faire du droit parce que je veux défendre nos droits en tant que Boliviens, parce que non seulement les chefs d'entreprises mais aussi parfois l'Etat portent atteinte à nos droits. Nous voulons avoir accès aux mêmes avantages qu'un Argentin et pouvoir bénéficier par exemple des plans sociaux ou des bourses à l'Université. J'ai souffert de la discrimination en primaire et dans le secondaire. Je crois que ce sont les ignorants qui pratiquent la discrimination. Mais quand l'on me traite de bolivienne, moi je ne le ressens pas comme une insulte, parce que c'est ma nationalité », affirme-t-elle. Elena que l'on consulte à ce sujet, donne son avis : « je crois que de la discrimination il y en a partout, même si grâce à Dieu, moi-même je n'ai jamais eu à faire à des Argentins qui la pratiquent, j'ai rencontré des braves gens. Mais en tout cas, j'ai souvent vu souvent que l'on discrimine les Boliviens ».

Projet Coexistence

Ivonne Baldo, Sandra Zotar et Plácida Franco, vice-directrices des classes primaires de l'Ecole Vicente Forestieri expliquent comment elles travaillent à l'intégration entre les communautés boliviennes, péruviennes et argentines. « Dès le premier niveau et dans les événements de l'école, nous intégrons les dates commémoratives de la Bolivie et du Pérou. Lorsqu'on organise des fêtes culinaires, il y a aussi des plats typiques de Bolivie comme le saucisson aux pommes de terre. Nous les enseignants, nous avons aussi appris leur langage car les petits Boliviens ont leurs particularités linguistiques. Par exemple un élève de première année me dit « maîtresse, tu m'affûtes la pointe du crayon » ou bien « mets-moi ma vareuse ». On joue avec les mots, les leurs et les nôtres et nous les intégrons au système scolaire », raconte Sandra. « Le projet Coexistence sert aussi pour apprendre le respect envers l'autre, travailler sur les valeurs. En 1997, certains enfants n'acceptaient pas les Boliviens et les Péruviens. C'est pour ça que nous avons décidé de promouvoir ce projet qui fait partie du projet institutionnel de l'école. Nous avons un élève péruvien qui s'appelle Jean Pierre Llanos qui est le porte-bannière des classes primaires, c'est un élève très respectueux qui nous a beaucoup appris », affirme avec fierté Ivonne. À son tour, Plácida se souvient aussi qu'il y a deux ans, un enfant bolivien a intégré le groupe des porte-bannières. « Et précisément dans le cadre de ce Projet Coexistence, nous avons montré aux autres élèves que cet enfant qui, comme n'importe quel autre, fait partie de l'école, pouvait aussi avoir la responsabilité du drapeau », conclue-t-elle.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2939.
– Traduction d'Annie Damidot pour Dial.
– Source (espagnol) : Desafios Urbanos, n° 54.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteure, la traductrice, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] monnaie fictice créée et émise par le gouvernement de la province de Córdoba en Argentine pour payer fonctionnaires, professeurs et retraités et faire face à la crise. Les bons CECOR apparaissent en 1995, au moment où la province de Córdoba traversait une importante crise financière - NDLR.